

LIGNE ROUGE

JOURNAL COMMUNISTE NOVEMBRE 2024 N°1



NOUS VOULONS VIVRE DE NOTRE SALAIRE !

C'est une réalité vécue par la majorité des travailleurs, nos salaires ne nous permettent pas de (sur)vivre jusqu'à la fin du mois. Les courses, le loyer, les factures d'énergie : ce qui devrait être des dépenses « courantes » deviennent les seules que l'on puisse se « permettre ».

La raison ? la spéculation capitaliste à tous les niveaux de production et de distribution. Les industriels agro-alimentaires, par exemple, ont pris prétexte de l'augmentation du prix du blé survenu en 2022 pour accroître durablement leur marge financière. Ainsi, entre janvier 2022 et mai 2024, la hausse cumulée de l'ensemble des prix à la consommation a atteint 13.4%.

Les meuniers s'en frottent les mains et trinquent avec les propriétaires fonciers pour qui cette hausse honteuse de nos tickets de caisse conduit mécaniquement à une hausse de l'indice de référence des loyers. Les

rentiers de tout bord s'engraissent, de 2021 à 2023 les dividendes ont augmenté de 40%, quand les travailleurs ne parviennent plus à remplir leur frigo !

Face à cette politique capitaliste de l'inflation, nous pouvons immédiatement agir non pas en quémendant à l'Etat bourgeois une augmentation du SMIC, mais en frappant toutes et tous au même moment contre nos patrons ! Les énergéticiens entrent en lutte dans le cadre de leur négociation salariale de branche et revendiquent une augmentation immédiate des salaires de 200€ tout comme les camarades de Kéolis dans les régions de Sète et de Creil, des organismes sociaux rassemblés à Tours ou encore Ubisoft !

Dans toutes les entreprises et les services, c'est le moment de demander des Négociations Annuelles Obligatoires sur les salaires. C'est

le moment d'échanger avec nos collègues et de converger dans nos Unions Locales pour définir toutes et tous ensemble un plan de lutte et des cahiers revendicatifs communs.

Alors que les attaques patronales contre nos salaires se multiplient – baisse annoncée de 0.05% des cotisations chômage, diminution de la prise en charge des consultations médicales par l'assurance-maladie de 70 à 60 % – nous devons construire une stratégie offensive nous permettant d'élever le niveau de conscience et la radicalité des travailleurs. L'heure n'est ni au dialogue social complaisant ni à l'autosatisfaction de la gestion paritaire mais bien à la construction de la riposte du prolétariat ! Pour 2024, c'est 80 milliards d'euros de nos salaires qui sont passés de notre poche à celle du capital par les multiples dispositifs d'exonération des cotisations sociales !

« Nous devons tout leur reprendre », en commençant par confisquer la capacité pour le patronat et leur État de décider de quoi faire de notre salaire, notre santé, notre vie. Partons à la conquête d'une gestion démocratique de la sécurité sociale et nous réglerons dans le même temps les soi-disant déséquilibres budgétaires qui servent de prétexte à fermer toujours plus de lits dans les hôpitaux.

De nos entreprises et services à la gestion démocratique de la sécurité sociale, il n'y a qu'un pas à faire : celui vers une lutte résolue et déterminée pour gagner une augmentation immédiate de nos salaires mais surtout pour décider de quoi en faire. C'est la condition sine qua non pour construire l'unité du prolétariat, des travailleurs privés d'emploi et précaires aux retraités !



NOUVEAU FRONT POPULAIRE

6 MOIS APRÈS LA PROMESSE D'UN REMPART À L'EXTRÊME-DROITE ET AUX POLITIQUES ANTISOCIALES, QUEL BILAN ?

Le Nouveau Front Populaire créé dans l'urgence pour les législatives anticipées, est une alliance exclusivement basée sur des objectifs électoralistes. Ce front visant à constituer un bloc de gauche capable de s'opposer à la montée du Rassemblement National et à la politique macroniste, montre son incapacité à aller au-delà du cadre parlementaire.

Le programme défendu par le NFP pendant la campagne est, au mieux, réformiste. En dépit des discours dénonçant les inégalités et l'austérité, le programme ne propose aucune rupture réelle avec le capitalisme. Les réformes proposées restent des ajustements du système, visant à adoucir ses effets les plus destructeurs sans en toucher les fondements. Il n'est question ni de s'opposer aux logiques profondes de l'exploitation, ni de mettre en place une socialisation de la production, ni d'en finir avec la participation active de la France aux guerres impérialistes. En cela, le NFP s'inscrit dans la tradition des fronts populaires historiques, qui ont cherché à négocier des compromis avec la bourgeoisie plutôt qu'à s'organiser pour une véritable révolution par et pour les travailleurs.

Le NFP, n'ayant obtenu qu'une majorité relative, n'a pas su s'imposer comme alternative à un gouvernement réactionnaire. Cette demi-victoire électorale s'est rapidement transformée en une bataille médiatique énergivore pour la reconnaissance d'une victoire

institutionnelle. Les luttes sociales qui auraient pu naître de la colère contre les réformes antisociales, contre l'austérité annoncée, contre la montée du RN, contre la guerre qui bat son plein grâce aux armes françaises distribuées à tour de bras à travers le monde, ont été étouffées par cette focalisation sur les institutions, empêchant toute dynamique de mobilisation et d'organisation indépendantes dans le camp des travailleurs.

Preuve en est l'attitude de la CGT, censée être le moteur des luttes ouvrières, qui a choisi de plonger dans le combat legaliste et institutionnel du NFP, au niveau de sa direction nationale et de nombreux syndicats. Cet enfermement dans la lutte parlementaire, au détriment de l'action collective sur les lieux de production, a dramatiquement affaibli les capacités de mobilisation du syndicat, éloignant les travailleurs des luttes de terrain et les privant des outils nécessaires pour établir un véritable rapport de force face au patronat, comme en atteste l'absence de réaction et de stratégie de combat face à la mise en place du gouvernement le plus à

droite de la Vème république.

Il est donc évident que le NFP, en menant à son paroxysme la logique électoraliste d'une alliance de gauche « à tout prix », représente un danger pour la classe ouvrière. L'illusion qu'un changement social peut se faire sans confrontation directe entre le travail et le capital, par des réformes progressives et des compromis au sein même des institutions bourgeoises, est dangereuse. Elle ne fait que retarder la nécessaire rupture avec le système, sans laquelle nous sommes condamnés à nous battre éternellement pour conserver nos conquêtes, comme c'est le cas aujourd'hui, et nous voyons bien que le résultat n'est pas en notre faveur.

Le capitalisme ne peut pas être réformé sur le long terme, c'est pourquoi la seule voie pour sortir de la crise est de reconstruire un mouvement communiste sur des bases claires de lutte révolutionnaire, visant la prise de pouvoir économique et politique par les travailleurs eux-mêmes. Cela implique de rompre avec les logiques parlementaristes et de travailler à la construction d'un rapport de force, à travers la mobilisation des travailleurs, des précaires et des chômeurs. Ce n'est que par la lutte collective, par la grève et l'organisation à la base que la classe ouvrière pourra espérer renverser le capitalisme pour construire une société tournée vers la réponse aux besoins sociaux et véritablement émancipatrice.



COURRIER DES LECTEURS

NOTRE JOURNAL VOUS FAIT RÉAGIR ?

Écrivez nous à lignerouge2019@gmail.com nous vous répondrons dans nos colonnes si la place le permet.





L'UNIVERSITÉ, CAMP DE BATAILLE CAPITALISTE

L'acte II pour l'autonomie des universités est en cours d'adoption. Derrière cette apparente liberté se cache en réalité une nouvelle fois, un objectif de reproduction de classe : l'effet sera de permettre aux facs d'augmenter leurs frais d'inscription et de sélectionner les étudiants. On contrôle qui rentre à l'université mais aussi ce qui s'y recherche, via l'accès aux financements, et la vie militante, via la répression et des manœuvres politiques.

RÉPRESSION DES MOUVEMENTS ÉTUDIANTS

Depuis le 7 octobre 2023, quasi tout mouvement pro-palestinien a été interdit. C'est le cas à Aix-Marseille Université, où une occupation des étudiants à Saint-Charles demandant entre autres l'arrêt des collaborations avec les universités israéliennes, a été évacuée par la police en moins de 24h. Rappelons que, à situation similaire, 5 universités norvégiennes ont fait le choix d'écouter la protestation étudiante et de couper les liens avec les universités israéliennes. À l'inverse, à AMU, des conférences de chercheurs ou de militants sur la Palestine sont interdites. Paroxysme de la répression, le 19 juin dernier, deux étudiants du Comité de Lutte et Jeunes Communistes passent en conseil disciplinaire d'AMU au motif qu'il est interdit de tracter dans

l'université. Comme ça c'est clair : pas de politique chez nous ! Ces étudiants distribuaient un tract pacifiste dénonçant les liens entre l'université et l'armée, alors que la responsable de la sécurité du campus et ex-commissaire de police, les dénoncent à l'administration. L'université a même porté plainte contre l'un d'entre eux pour détournement de slogan « AMU, socialement engagé », ce à quoi ils rajoutent « ... pour la guerre ». Venez le soutenir au procès, le 2 septembre 2025 !

La nomination du nouveau ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, Patrick Hetzel, pseudo-scientifique et membre des Républicains, s'inscrit dans cette politique répressive. Il avait déjà proposé que le blocage des universités devienne une infraction pénale. En octobre de cette année, il s'est rendu au congrès du syndicat étudiant d'extrême droite UNI, syndicat qui s'oppose systématiquement aux luttes étudiantes.

DES LIENS ENTRE L'UNIVERSITÉ ET L'ARMÉE

AMU est un allié historique de l'armée française. Pour « Conforter leur esprit et leur culture de défense », les étudiants suivant des enseignements de l'armée ou s'engageant comme réservistes,

bénéficient d'une légère hausse de note à la fin du semestre. Dans cet accord, l'armée finance des projets de recherche qu'elle choisit. Ces projets peuvent concerner le droit comme l'intelligence artificielle et la robotique.

Il apparaît alors évident que nous sommes en face d'un processus de fascisation de l'université. La répression du mouvement étudiant y correspond mais aussi le contrôle économique de l'université en la faisant rentrer dans une logique de rentabilité donc à la merci de collaborations avec l'armée ou avec des grands patrons.

Une cagnotte pour participer aux frais d'avocat des étudiants poursuivis :

[Leetchi](#) : Soutien aux étudiant.e.s ciblé.e.s par des poursuites disciplinaires à AMU

Pour en savoir plus :

https://www.instagram.com/p/DB0kUfstJ-7/?hl=fr&img_index=1

<https://cgt.fercsup.net/syndicats/provence-alpes-cote-d-azur/universite-aix-marseille/article/csa-6-juin-2024-boycott-du-csa-par-les-elues-cgt-sud-declaration-cgt-cfdt-fo>

<https://bdsmovement.net/news/five-norwegian-universities-cut-ties-with-israel-over-gaza-genocide>

<https://www.univ-amu.fr/fr/public/bonus-defense>



LIBERTÉ POUR GEORGES IBRAHIM ABDALLAH

RETOUR SUR LA MANIFESTATION À LANNEMEZAN DU 26 OCTOBRE DERNIER

Georges Ibrahim Abdallah est un résistant communiste libanais, combattant de la cause palestinienne. Il est emprisonné depuis 1984 en France, et libérable depuis 1999, accusé des assassinats d'un diplomate américain et d'un agent du Mossad, revendiqués par les FARL. Le 26 octobre s'est tenue une manifestation devant la prison de Lannemezan à l'appel de la Campagne Unitaire pour la Libération de Georges Abdallah.

Comme chaque année, le son des pierres sur les grilles a résonné jusqu'à l'intérieur des geôles, message de solidarité avec les prisonniers : à Georges et aux Kanaks, Basques et autres détenus politiques. Les mots de Georges ont été lu, adressant ses salutations révolutionnaires à la résistance palestinienne, à tous les peuples en lutte contre l'impérialisme et aux travailleurs de la métropole. Un hommage a été rendu à Suzanne Le Manceau, décédée récemment, cofondatrice du collectif pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah.

Avec plus de 4000 participants de toute la France, cette année est un nouveau record et une preuve de la solidarité grandissante pour Georges, un acquis pour sa libération et une avancée politique pour celles et ceux qui y prennent part. Des franges de plus en plus larges revendiquent la défense d'un résistant qui n'a jamais voulu se conformer à la légalité qui sert l'ordre du capital. Nous saluons cet élargissement mais nous questionnons les positions « humanistes » qui se développent dans la mobilisation, qui se résument à dire qu'il a « déjà payé pour ses crimes ».

Ce genre de positions ne participent-elles pas au processus refusé par Georges de transformation de

son rôle actif de militant politique incarcéré en un rôle de victime passive d'une simple dérive judiciaire ?

S'il avait renié son engagement, il serait aujourd'hui libre. Mais il a refusé de devenir un « repent » qui dénonce des actes de résistance et participe à leur

transformation en « terrorisme ». Au contraire, à travers ces années il est resté un communiste et un révolutionnaire qui a poursuivi son militantisme depuis les murs de sa prison.

Lui-même parle de la nécessité de développer le bloc social historique, celui des exploités et opprimés au sein de la métropole impérialiste. Un bloc qui, une fois conscient de sa propre existence, de sa force et de son potentiel révolutionnaire, pourra renverser la bourgeoisie impérialiste aux côtés des peuples opprimés par cette dernière. C'est certainement son apport le plus précieux au mouvement ouvrier de notre pays, et le plus coûteux à la classe dirigeante.

La mobilisation pour la libération de Georges Abdallah devient un des marqueurs avec lesquels les révolutionnaires de notre pays peuvent se reconnaître, développer l'unité, mettre en débat des orientations de luttes, tout en révélant leurs contradictions.

Georges est à l'image des prisonniers politiques palestiniens et du Sumud, la philosophie de la résistance et de la résilience face à l'emprisonnement et aux tortures. En Palestine, le mouvement des prisonniers a constitué une avant-garde politique et une école de formation capable de produire des dirigeants à même de mener la



Pour la première année des fédérations de la Jeunesse Communiste ont défilé sous une banderole commune à Lannemezan

lutte de libération nationale. On peut citer Ahmad Sa'adat, Khalida Jarrar, Marwan Barghouti, tous encore en prison, mais aussi Yahya Sinwar, martyr assassiné les armes à la main le 16 octobre dernier. Pour les 9000 prisonniers politiques palestiniens, les conditions de détention ont encore empiré depuis le 7 octobre. Elles sont un enfer inégalé depuis les geôles et les camps nazis qui hantent la mémoire de l'Europe.

C'est-à-dire l'importance de la cause des prisonniers. C'est une des raisons du ciblage répressif contre les organisations qui les soutiennent, comme Samidoun, attaqué partout en Europe par les machines répressives ; mais aussi du matraquage médiatique pour rendre ces causes indéfendables.

Une nouvelle demande de libération a été déposée. Le rendu aura lieu le 15 novembre. Dans l'attente, poursuivons les initiatives pour sa libération. Inspirons-nous de son exemple dans toutes les luttes, face à toutes les injustices et tous les empiétements du capital, pour y trouver la même intransigeance révolutionnaire que celle dont il fait preuve depuis 40 ans. Un principe résumé de la meilleure façon par ses propres mots.

**“Je ne regretterai pas
Je ne me compromettrai pas
Je continuerai à résister” ■**